

4 Économie

Rencontre économique dans l'espace francophone

Atteindre les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030

Georges-Maixent
NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LIBREVILLE abrite depuis hier la première assemblée générale du Réseau des acteurs francophones pour la coopération sud-sud et tripartite (Rafsud). Les travaux de cette importante rencontre se tiennent à l'hôtel Radisson et s'étendront jusqu'à samedi. Ces assises s'articulent essentiellement autour des volets suivants: la gouvernance et la restructuration du Rafsud, le programme d'activités du réseau, l'élection du bureau directeur, etc.



Les participants à la première assemblée générale du Rafsud immortalisant le rendez-vous de Libreville.

Quatre allocutions ont ponctué la cérémonie dont celle du ministre

des Affaires étrangères, Alain-Claude Bilie-By-Nze, représentant le Premier

ministre Julien Nkoghe Bekale. Le Rafsud accompagne ses membres dans

leurs efforts de renforcement des capacités, de coordination des projets et permet aux acteurs d'avoir une bonne visibilité à l'international. "Le Rafsud apparaît comme un levier pour atteindre les ODD (Objectifs de développement durable, N.D.L.R.) de la vision conjointe des agendas 2030 des Nations unies et 2063 de l'Union Africaine", a souligné le membre du gouvernement, tout en saluant la présence de Martin Ziguélé, ancien Premier ministre de la République Centrafricaine, qui participe à la rencontre. La coopération sud-sud et tripartite est un lien entre les pays du sud au plan économique. Il s'agit d'une

plateforme d'échanges, de partage d'informations et d'expériences. C'est au cours de la réunion du bureau provisoire tenu à Rabat (Maroc), que le Gabon a été désigné pour abriter et organiser la première assemblée générale du Rafsud. "Le choix de tenir cette assemblée constitutive du Rafsud à Libreville n'est pas le fruit du hasard. Ce choix s'inscrit en droite ligne du suivi de la visite de son excellence Madame Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de la Francophonie..." a dit le représentant de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en Afrique centrale, Boubacar Noumansana.

Petit angle

Pourquoi le Rafsud est-il une urgence ?

Innocent M'BADOUMA
Libreville/Gabon

EN référence au Commonwealth très dynamique économiquement, l'espace francophone a pris conscience de son re-

tard en matière d'échanges commerciaux et économiques. D'où la nécessité d'une coopération sud-sud et tripartite et l'adoption, en 2014 à Dakar (Sénégal), de la Stratégie économique pour la Francophonie (Sef) érigée au rang de problé-

matique stratégique. Cela passe par la mise en réseau des acteurs francophones pour créer les conditions d'échanges et de partage d'expériences. Dès sa prise de fonction en janvier, Louise Mushikiwabo, secrétaire gé-

nérale de la Francophonie, a estimé qu'il faut "renforcer l'attractivité économique de l'espace francophone". Cela passe aussi par la connectivité des espaces francophones par le commerce, l'investissement et le financement.

C'est ce qui explique la naissance d'un Réseau des acteurs francophones pour la coopération sud-sud et tripartite (Rafsud). Initiative qui a pour but de rassembler, fédérer les synergies en vue d'actions conjointes. Il est aussi question d'as-

seoir l'ancrage institutionnel dudit réseau ainsi que sa pérennisation. Se pose aussi le besoin de sa gouvernance et de son meilleur fonctionnement au moment où s'ouvre la Zone de libre-échange continentale africaine...

Préparation du premier sommet Russie-Afrique

Mieux attirer les investisseurs russes au Gabon

MNT
Libreville/Gabon

LE Gabon participera au premier sommet Russie-Afrique, qui se tiendra du 23 au 24 octobre à Sotchi. En marge de cette rencontre se tiendra un forum économique auquel prendront part de nombreux investisseurs russes. C'est dans ce cadre que le ministre de la Promotion des investissements,

Jean Fidèle Otandault, a échangé, mercredi, avec l'ambassadeur de Russie au Gabon, Dimitri Kourakov. Le membre du gouvernement compte saisir cette occasion pour faire une présentation sur les opportunités d'investissements dans notre pays. Plus de 3 000 représentants d'entreprises africaines, ainsi que des dirigeants d'entreprises russes et des experts internationaux de premier plan participe-



Le ministre de la Promotion des investissements, Jean-Fidèle Otandault, échangeant avec l'ambassadeur de Russie au Gabon, Dimitri Kourakov.

ront aux discussions, qui se tiendront dans le cadre du programme commercial de ce forum. Un grand nombre d'accords de coopération devraient être signés dans divers secteurs. Cette plateforme d'échanges permettra de présenter les principaux secteurs propices à l'investissement au Gabon, à savoir le tourisme (à travers la construction d'hébergement du type résidences hôtelières, lodges, autour

des parcs nationaux), l'agriculture (projets de fermes agropastorales à Ndené et Boumango), l'énergie (construction de barrages hydroélectriques à Booué, Tsengue-Leledi) et les mines. Mais aussi, les atouts du Gabon pour l'investissement, à savoir, la stabilité politique et sociale, le cadre des affaires en perpétuelle amélioration, la stabilité macroéconomique au cours des deux dernières années.

Projet de digitalisation du Gabon

Rentabilité assurée

Willy NDONG
Libreville/Gabon

C'est la principale conclusion du cabinet PricewaterhouseCoopers en charge des études de faisabilité du projet de digitalisation du Gabon. Ainsi, dans 15 ans, le retour sur investissement pourrait être évalué à 14 millions d'euros, soit plus de 9 milliards de francs.

L'HÔTEL Boulevard de Libreville a abrité hier la cérémonie de restitution des études de faisabilité du projet Cab-Gabon. L'ambition de Cab-Gabon, selon Alex Bernard Bongo Ondimba, directeur général de l'Agence nationale des infrastructures numériques et de fréquences (Aninf), est d'accroître la couver-

ture géographique des réseaux haut débit, garantir la diminution des coûts des services de communication et assurer la sécurité numérique des Gabonais. En présence des autorités du secteur numérique, les experts du cabinet PricewaterhouseCoopers, en charge de ces études, ont livré leurs conclusions après 6 mois de travaux. On retient ainsi que le Gabon est le premier et surtout l'unique pays de la sous-région à avoir entrepris une telle étude d'envergure pour sa marche vers la digitalisation. Cette recherche de faisabilité s'est penchée, entre autres, sur les impacts environnementaux, sociaux, financiers et économiques dudit projet. "Quand on fait ce type d'investissement, il faut toujours se projeter dans le temps.



Alex Bernard Bongo Ondimba (gauche) recevant le rapport du responsable du cabinet PricewaterhouseCoopers.

Quels que soient les alés, on aura un payback au plus tard dans 15 ans. Et quel que soit l'investisseur, l'État ou la Banque africaine de développement, on parle de millions d'euros de retour d'investis-

sement à la fin des 15 ans", a expliqué Mohamed Dembele, associé au cabinet PricewaterhouseCoopers. Reste maintenant à aller au bout des travaux. M. Dembele pense que le projet a atteint un point de non-retour.

Lin Mombo, président du conseil de l'Agence de régulation des communications électroniques et de la poste (Arcep), a salué ces études. Selon le régulateur, il serait intéressant que la digitalisation ainsi étudiée soit un référentiel unique. Elle se doit, par ailleurs, d'être notifiée à l'autorité de régulation. Et au gouvernement d'en faire un document de référence. Le projet Cab-Gabon bénéficie d'un accompagnement de la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 855 000 dollars, soit plus de 500 millions de francs. "Ce sont les résultats de ces études que nous utilisons pour la préparation du projet d'investissement pour la suite. L'objectif est que ce projet, structurant, soit réalisé dans les meilleurs délais

possible, d'autant que dans le cadre de ces études, les spécifications techniques, les documents d'appel d'offres et tout ce dont le Gabon a besoin auront été élaborés", a, part ailleurs, indiqué Samatar Omar Elmi, chargé principal des TIC à la BAD. À préciser que les études confiées au cabinet PricewaterhouseCoopers concernaient la faisabilité de la dorsale à fibre optique d'Afrique centrale (CAB - Gabon) et la mise en place d'un centre national de données (Datacenter) comprenant également une plateforme centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT), une Infrastructure à clé publique (PKI) ainsi qu'un Centre d'opération de sécurité (SOC).